

LE 1^{er} OCTOBRE MOBILISONS-NOUS

Nos revendications salariales doivent aboutir, une seule solution la mobilisation ! Décidé à poursuivre sa politique néolibérale du quoi qu'il en coûte, Macron a fait le choix décomplexé de fournir le carburant nécessaire pour l'accès au pouvoir à l'extrême-droite en 2027. Le petit banquier de l'Elysée, au service du Capital, œuvrant depuis 7 ans à la destruction des services publics, met en place un premier ministre Pro Européen, Pro OTAN et compatible au logiciel RN. Très proche de Macron sur le plan économique, Barnier déclarait déjà en 2021, lors des primaires de la droite : « remettre le travail, le mérite au centre de notre société au détriment de l'assistanat », et il était favorable à un report de l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans, jugeant le projet de réforme sur la retraite de Macron de « courageux » !

Un valet des feuilles de routes européennes qui nous ont conduites au désastre social actuel et qui nous garantissait que l'Europe nous apporterait : **paix, stabilité et démocratie...**

La Macronie, les Républicains et le Rassemblement National nous démontrent qu'ils ne font qu'un et qu'ils sont par essence, nos ennemis de classe dans toutes leurs orientations politiques envers les travailleuses et travailleurs de ce pays.

Après avoir voté, main dans la main :

Contre l'augmentation du SMIC ; **Contre** l'indexation des salaires sur l'inflation ; **Contre** le blocage des prix des produits de premières nécessités ; **Contre** la gratuité des cantines ; **Contre** le gel des loyers ; **Contre** l'augmentation des hébergements d'urgence ; **Contre** taxer davantage les plus riches ; **Contre** l'augmentation de la TVA sur les produits de luxe ; **Contre** la hausse des moyens pour lutter contre la fraude fiscale ; **Contre** la taxation des yachts et des jets privés ; **Contre** la suppression de la niche fiscale du kérosène aérien ; **Contre** la gratuité des fournitures scolaires pour les plus modestes ; **Contre** l'augmentation du budget des universités ; **Contre** le recrutement des sapeurs-pompiers et la revalorisation de leurs salaires ; **Contre** 1 milliards d'euros pour la lutte contre les violences faites aux femmes ; **Contre** la revalorisation des pensions de retraite...

Maintenant, on nous annonce un effort à faire sur nos finances publiques, évalué à plus de 100 milliards d'euros d'ici 2028, pour faire respecter les règles européennes et espérer faire passer le déficit public en dessous des 3% !!!

Vous l'aurez compris : Vous allez payer et Barnier va s'en assurer...

Nous devons stopper toutes les régressions sociales, et c'est aux travailleuses et travailleurs à imposer l'orientation politique à celles et ceux qui nous gouvernent, pour la conquête de toutes les revendications qui vont dans l'intérêt de celles et ceux qui créent les richesses de ce pays, car nous ne le répéterons jamais suffisamment : le travail n'est pas un coût, c'est l'unique activité humaine qui crée les richesses et qui doit être partagé !

Les Jeux olympiques de 2024 à Paris ont encore été une occasion de démontrer que lorsque l'on met en adéquation les moyens du service public face aux besoins réels des usagers, c'est l'ensemble de la société qui fonctionne correctement.

La CGT Ville de Paris s'engage pour la mise en œuvre de la satisfaction des revendications des agents de la collectivité, à mettre tous les outils de lutte pour l'obtention de :

- La retraite à 60 ans maximum à taux plein (55 ans pour les catégories actives et 50 ans pour les catégories insalubres), et la défense de la CNRACL, ce qui veut dire l'abrogation de la réforme des retraites ;
- L'abrogation des réformes de l'assurance chômage ;
- La mise en œuvre de la sécurité sociale intégrale à 100 % ;
- Le point d'indice à 6 euros et la refonte de la grille avec un minimum à 2200 euros brut par mois ;
- La défense du service public, notamment au travers du statut des fonctionnaires avec l'abrogation de la loi dite de Transformation de la Fonction Publique, la mise à la broyeuse du projet de la loi « Guerini », la remunicipalisation de toutes les tâches confiées aux entreprises privés et l'arrêt immédiat de toutes privatisations ;
- Le recrutement au statut et la titularisation de tous les emplois précaires ;
- L'abrogation de la loi « immigration » ;
- L'arrêt de la répression syndicale, le retrait de toutes les lois « sécuritaires », la levée de l'ensemble des inculpations de syndicalistes ;
- La paix ! Ce qui passe par le cessez le feu en Ukraine et en Palestine, la suspension de tous les accords avec l'Etat Israélien, l'arrêt du génocide à Gaza l'arrêt des livraisons d'armes à l'Ukraine et à Israël ;
- Le rétablissement des congés bonifiés à 65 jours avec la prime de vie chère.

La Maire de Paris faisant partie du bloc politique dit « de gauche » peut nous faire la démonstration en local, d'une application constante de ce principe au service du bien commun !

Dans le cas contraire, vous aurez compris que rien ne viendra de l'institutionnel et que la question sociale ne se règlera que par la conscience collective des luttes légitimes à mener...

Pour porter ces revendications et la transformation de la société, nos Syndicats CGT appellent à l'unité, l'ensemble des agents de la Ville de Paris à se mobiliser par la grève le mardi 01 octobre 2024

Rendez-vous 14h – Place Denfert Rochereau

